



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 134 - 17 octobre 1984

PRIX : 2 Frs

IMMIGRATION

*la gauche rejoint la droite
contre les immigrés*

(SOMMAIRE
AU
VERSO)



SOMMAIRE

éditorial

IMMIGRATION : LA GAUCHE REJOINT LA DROITE CONTRE LES IMMIGRES

Page 2

- Editorial

Page 3

- SENEGAL-FRANCE :
une "coopération"
juteuse pour les
trusts français.

Page 4

- SENEGAL : la cour-
se aux pouvoirs
fait des morts

Page 5

- MALI : Moussa
Traoré prétend
lutter contre la
sécheresse.
- TCHAD : représ-
sion barbare dans
le Sud

Page 6

- CENTRAFRIQUE :
manifestations
contre les trou-
pes françaises.

Page 7

- NIGERIA : le pa-
triotisme sans
mascarade.

Le gouvernement vient donc de prendre un certain nombre de mesures contre les immigrés. Tout socialistes ou de gauche que Mit-terrand et son équipe se prétendent, les mesures prises se situent dans l'exacte lignée des mesures prises auparavant par la droite au pouvoir.

Le gouvernement ne se donne même pas la peine de s'en cacher. Il a tenu au contraire à faire la démonstration spectaculaire qu'il est aussi capable de s'en prendre aux immigrés que la droite. Il s'agit manifestement de mesures démagogiques, spéculant sur des préjugés anti-immigrés, mais qui par la même occasion, les renforcent. Car tout en prétendant combattre Le Pen et ses idées, le gouverne-ment de gauche les conforte en propageant l'idée stupide que s'il y a la crise, s'il y a du chômage, c'est la faute aux travailleurs im-migrés.

Et ces messieurs ont le culot de faire comme si leurs diffé-rents décrets n'avaient pour but que de mieux organiser la vie des travailleurs étrangers en France. Quel cynisme ! C'est avec un grand éclat de rire que ces mesures auraient été accueillies, s'il n'y avait pas le lot de tracasseries, d'humiliation que cela com-porte.

Car même si au fond, ces mesures ne changent pas grand cho-se pour les travailleurs immigrés -il y avait déjà dans l'arsenal légal et juridique tous les moyens de rendre la présence des tra-vailleurs immigrés aléatoire- le simple fait que le gouvernement affiche sa volonté de serrer les vis, encourage évidemment les con-trôles "à la tête du client", les vérifications, les tracasseries administratives et les vexations racistes. Le plus stupide ou le plus timoré des policiers comprend désormais que gauche ou pas, avec les travailleurs immigrés, il peut y aller.

Oui, c'est un chèque en blanc que la gauche réformiste donne à tous les Le Pen en puissance. Elle donne des bases à la xénopho-bie, au racisme ordinaire qui fleurissent en ce moment, la crise aidant.

Bien évidemment en tant que travailleurs immigrés, nous avons ici un niveau de vie supérieur à ce que nous aurions dans nos pays. Même logés comme du bétail dans des foyers taudis, nous fai-sons figure de privilégiés par rapport à ceux qui sont restés au pays. Car en retournant au pays, certains parmi nous pourraient de-venir petits commerçants, artisans et vivre tant bien que mal.

Eh oui car nous vivons dans un monde capitaliste où il existe des lieux privilégiés dans lesquels même les plus pauvres apparaissent comme des riches pour les pauvres de chez nous.

A B O N N E M E N T S

FRANCE : 1 an

- pli ouvert: 24 F

- pli fermé : 48 F

Etranger : écrire au
journal

A D R E S S E

VOIR PAGE 7

..... /

Notre problème, le problème de tout travailleur africain conscient n'est pas de quémander le droit de conserver des privilèges qui n'en sont vraiment pas, mais de combattre ce système ignoble qui fait de nous, une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci. Car chassés de chez Citroën, de chez Renault ou pas, prolétaires nous sommes, prolétaires nous resterons. Et si les capitalistes d'ici, après nous avoir exploités, nous chassent, le mieux que nous ayons à rapporter chez nous, ce ne sont pas nos maigres économies mais les idées et la conviction qu'il faut que les ouvriers s'organisent, apprennent à se battre, pour se défendre, oui, mais surtout, pour démolir un ordre social injuste.

A Paris aujourd'hui, demain à Dakar, Bamako ou Abidjan, nos intérêts restent les mêmes. Cela, nous l'apprenons à la sueur de notre front, derrière des bennes, sur les quais des entrepôts ou dans les usines. Cela nous l'avons vécu dans notre chair. Il nous faut donc apprendre à réagir en prolétaires, en internationalistes; il nous faut apprendre à combattre ce système, aussi bien lorsqu'il nous exploite sous le couvert de Citroën ou Renault à Paris, que lorsqu'il nous exploite sous le couvert de la SOCOPAO ou de Jean Lefebvre à Dakar ou Abidjan.

Non notre problème, ce n'est pas qu'il y ait de bonnes lois pour les immigrés; notre problème c'est de combattre à Paris, à Dakar ou à Bamako pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie, pour détruire le système capitaliste. Car dans ce système il n'y a pas d'autre choix pour la majorité des prolétaires que cette perspective.

~ SENEGAL-FRANCE ~

UNE "COOPERATION" JUTEUSE POUR LES TRUSTS FRANCAIS

La France vient d'accorder par l'intermédiaire du Fonds d'Aide et de Coopération, (FAC), une aide non remboursable de près d'un milliard de francs CFA, pour divers projets d'ordre économique, social et culturel.

Cela a été l'occasion pour le ministre sénégalais du développement industriel de vanter les efforts que fait la France devenue "avocat" des pays pauvres, pour ses "alliés" africains.

Quel cynisme et quelle hypocrisie! La France bien sûr accorde à intervalles réguliers des soi-disant "aides non remboursables" aux régimes qui lui sont fidèles en Afrique. Mais il s'agit surtout d'une vaste escroquerie organisée sur le dos des populations. Pour les valets africains, cela permet de justifier leur soumission à l'impérialisme. Quant à l'impérialisme français, cela lui permet de faire des "cadeaux" à ses entreprises en difficulté ou non. L'exemple de ce milliard non remboursable au Sénégal est significatif à cet égard.

Le milliard que donne le FAC servira entre autres à prospecter et mettre en valeur les minerais de fer de la Falémé. Il n'est pas besoin d'être sorcier pour deviner que ce sont des trusts français de l'acier qui vont se partager l'exploitation de ces minerais. De même il est question de l'amélioration des semences arachidières. Or qui dit arachide au Sénégal dit Lesieur.

... / ...

Une grande partie de cette aide sera consacrée à l'organisation du transport ferroviaire. Encore une fois l'évacuation de la production industrielle ou agricole vers le port de Dakar en vue de l'exportation reste une préoccupation.

A l'heure actuelle, le Sénégal souffre de la sécheresse. La famine menace certaines populations. Il a même été question d'une opération "solidarité avec le monde rural". Et pourtant, dans la partie sociale de cette "aide", on apprend que 35 millions ont été réservés à l'amélioration de l'arachide de bouche. Le riz, aliment de base, continue d'être importé. Par contre l'aide prévoit la recherche sur les plantes à latex en vue d'une culture destinée à l'exportation. Bien évidemment les dirigeants des firmes telles que Michelin doivent se frotter les mains.

Enfin de compte, l'argent de cette aide ne fera qu'un aller retour Sénégal-France grossi de quelques intérêts. Car ce sont des entreprises françaises qui vont en bénéficier. Le Sénégal, pays qui est officiellement aidé, ne fera que livrer son sol au pillage par ces mêmes entreprises.

L'impérialisme français reste gagnant : officiellement il aide un pays pauvre. En réalité il renforce sa main-mise économique sur ce pays. Les dirigeants locaux empocheront quelques miettes et pourront toujours louer la coopération avec la France. Quant à la population, qui vit dans la misère, elle n'entendra parler d'aide que lorsqu'elle verra les lourds convois de matières premières en direction de la France - si l'on met de côté les discours hypocrites des ministres.

SENEGAL

la course aux privilèges fait des morts

Deux morts et dix blessés à Bignoma, deux morts à Kaffrine. Tels sont les résultats des affrontements violents qui ont opposé deux clans rivaux du PS (Parti socialiste au pouvoir au Sénégal). Il ne s'agissait pourtant que du renouvellement des responsables locaux du PS et de la désignation des futurs candidats aux prochaines élections municipales et rurales (prévues pour le 25 Novembre).

Mais même ces petits postes constituent un enjeu assez important. Au milieu de la pauvreté générale, être le candidat du parti, c'est la possibilité d'accéder à une responsabilité dans l'appareil d'Etat même à un niveau local, c'est l'assurance de vivre bien ou du moins d'avoir une situation plus enviable que celle de l'homme ordinaire. Cela signifie la liberté de voler, de pouvoir s'enrichir sur le dos des pauvres. Alors au sein du PS d'Abdou Diouf, ce fut la bagarre. Une bagarre de caïmans ou d'apprentis caïmans, pour espérer être sur la liste des futurs privilégiés. Avec cynisme, ces caïmans se servent des pauvres gens, jouant sur de vieilles rivalités familiales, de vieilles querelles de personnes, opposant des quartiers d'un même village ou d'une même ville entre eux, pour construire leur avenir à eux, vieux ou apprentis politiciens.

Ces routiers de la politique ont des objectifs précis : sinon une place lors de ces renouvellements-ci, du moins l'assurance que le parti comptera avec eux. Par contre les petites gens qui se bagarrent, elles, risquent de tout perdre, à commencer par leur vie. A Bignoma comme à Kaffrine, de pauvres gens se sont faits tuer, d'autres ont été blessés, pour aider des requins de la politique à accéder aux privilèges. Des politiciens qui, une fois désignés ou élus, oublieront bien vite ceux grâce à qui ils ont obtenus leur place.

MALI Moussa Traoré prétend lutter contre la sécheresse

Lors de la cérémonie du 24ème anniversaire de l'indépendance, Moussa Traoré a fait le bilan des conséquences de la sécheresse au Mali. Le déficit céréalier de la dernière campagne agricole est estimé à 300 000 tonnes. Dans certaines régions, la chute de la production vivrière va jusqu'à 90%. Le déficit fourrage quant à lui varie entre 30% dans le Nord-Ouest du pays et 100% dans le Nord-Est. Seul le coton a connu une récolte "importante" qui avec 140 000 tonnes place le Mali au 3ème rang africain.

Pourquoi donc le coton progresse-t-il, sinon reste stable, alors que les céréales diminuent ? C'est que le manque de pluie n'est pas le seul responsable. C'est la conséquence de la politique des galonnés qui favorisent la culture du coton aux détriments du mil et autres céréales. Tout cela pour le grand bien des compagnies de textile qui rapportent de l'argent à l'Etat.

Traoré a déclaré que les efforts de son gouvernement seront accés sur "la politique de maîtrise de l'eau, d'autosuffisance alimentaire et de lutte contre la désertification". Voila depuis plus de dix ans que la sécheresse et la désertification frappent le Mali, comme l'ensemble du Sahel. Et c'est toujours le même Moussa Traoré qui est au pouvoir à Bamako. On n'a pas vu un seul de ses résultats en matière de lutte contre le fléau qui menace tous les ans.

Même les dons alimentaires qui proviennent des organismes internationaux sont détournés par les galonnés. Ceux-ci se pavannent dans les voitures et villas climatisées achetées avec les dons détournés, alors que d'autres, et ils sont de plus en plus nombreux sont menacés par la famine et la malnutrition.

Alors, s'il y a un domaine dans lequel les galonnés sont compétents c'est bien dans la manière de se remplir les poches en affamant les populations.

TCHAD répression barbare dans le Sud

A la mi-septembre dernière, pendant dix jours, l'armée du dictateur Habré a sauvagement réprimé les populations du Sud : plusieurs dizaines de civils tués, des villages entiers brûlés, des puits comblés, etc. Certains tracts distribués à Paris parlent de "500 personnes massacrées pour insoumission" dans la seule préfecture de Laï. Fuyant la répression, plus de 10 000 réfugiés (hommes, femmes, enfants) ont traversé à pied la frontière centrafricaine.

La répression est si impitoyable que des observateurs étrangers n'hésitent pas à parler d'un risque d'"ougandisation du Sud". Cette répression sanglante serait dirigée contre les "Codos", c'est-à-dire les commandos ou maquisards qui mènent la guérilla dans le Sud ainsi que dans le centre et l'Est du Tchad.

Mais incapable de faire face à la rébellion, le régime de Habré frappe aveuglément les populations civiles. Une délation ou un simple soupçon suffisent pour que celles-ci subissent des brutalités de toutes sortes ou des exécutions sommaires. Ainsi, par exemple, le directeur d'une ferme-école à Danamadji (à côté de Sarh) a été exécuté sans sommations, tout simplement parce que des accrochages avec les " Codos " ont eu lieu près de sa ferme.

La répression s'est poursuivie par de nombreuses arrestations (notamment des cadres) qui viennent s'ajouter aux centaines de prisonniers politiques que compte déjà le pays. Rien qu'à la capitale Ndjaména, dans une maison d'arrêt ou plutôt une porcherie qui dégage " une odeur pestilentielle ", il y aurait au moins 1.100 prisonniers parmi lesquels 50 étaient morts " de faim et sous la torture " (selon des témoignages rapportés dans "Le monde" daté du 4 octobre).

Après avoir conquis militairement le pouvoir, Habré n'a pas réussi - à cause de sa répression et sa politique injuste - à se faire accepter dans le Sud où vit la majorité de la population. Et celle-ci voit d'ailleurs toujours en lui l'homme qui, lors des affrontements en 1979 à Ndjaména, aurait organisé le massacre des " Sudistes ".

Depuis deux ans qu'il est au pouvoir, le régime corrompu et impopulaire de Habré ne se maintient que par la terreur. Mais loin de ramener le calme et la stabilité, le recours systématique à une répression aveugle ne fait que jeter l'huile sur le feu et rendre la situation de plus en plus explosive.

~ CENTRAFRIQUE ~

manifestations contre les troupes françaises

Le 8 octobre dernier, un garde de camp des " Barracudas " (troupes françaises en Centrafrique) a tiré sur un groupe de jeunes, faisant trois blessés.

Cela a provoqué la colère des populations et plusieurs centaines de personnes venues des quartiers populaires ont manifesté devant le camp français des " 200 Villas ". Elles ont lancé des slogans hostiles à la France. Il y a eu aussi des jets de pierre blessant plus de 10 Européens.

Selon un communiqué militaire français, ces incidents auraient pour origine une " intention probable de commettre des vols " par quelques jeunes. Mais cette " intention probable " (!) ne suffit pas pour expliquer la facilité avec laquelle ces jeunes se sont fait canarder. Le garde a eu la gachette facile non seulement parce qu'il avait le réflexe d'un mercenaire, mais aussi parce qu'il savait qu'il pouvait tuer impunément dans ce pays où les soldats français se comportent comme en pays conquis.

D'ailleurs ce n'est pas la première fois que ce produit ce genre d'incidents. Au début de cette année, un enfant a été tué dans des circonstances semblables. Cela avait provoqué une réaction de moindre ampleur. Mais cette fois-ci, des centaines de manifestants ont montré leur colère de façon spontanée, comme s'ils attendaient cette occasion. Il est évident que les populations n'acceptent pas la présence des troupes françaises qui servent de rempart au régime pourri du général Kolingba. Et c'est ce qu'elles ont tenu à faire savoir au moment où une partie de la force "Manta" se prépare à quitter le Tchad pour aller renforcer les deux bases militaires installées en Centrafrique. L'armée du valet en uniforme Kolingba a réprimé. Il y a eu des victimes. Et le calme est revenu, semble-t-il. Mais pour combien de temps ?

NIGERIA

le patriotisme sans mascarade

Le général Oladipo Diya, gouverneur militaire de l'Etat d'Ogun, dans l'Ouest du Nigéria a suspendu 63 de ses employés car ils étaient selon lui incapables de chanter et de réciter l'hymne national.

Ces 63 employés, du balayeur au secrétaire ne seront réintégrés qu'une fois qu'ils auront appris par coeur au moins deux couplets de l'hymne. Entre-temps leurs salaires sont coupés. Le général a lancé aussi un ultimatum à tous les habitants d'Ogun pour qu'ils apprennent à chanter l'hymne national.

Cette action prise par le gouverneur fait suite à une campagne menée au niveau de l'ensemble du pays par les dirigeants militaires pour soi-disant "valoriser le patriotisme et le nationalisme". Dans toutes les entreprises, publiques ou privées, il est devenu obligatoire de hisser le drapeau national.

Quelle mouche a donc piqué ces généraux pour qu'ils soient si zélés en matière de respect du drapeau et de l'hymne national ? On sait très bien que le nationalisme et le patriotisme sont des poisons qui peuvent engendrer de tel excès de fièvre. Mais pour que cela arrive à ce point il en faut une forte dose.

Il y a peut être un moyen de les guérir : c'est brûler tous les drapeaux nationaux et d'enfermer toute cette racaille de généraux dans des asiles de fous !

* * * * *

A D R E S S E

DUFÉAL-COMBAT OUVRIER

pour le P A T

B P 42

92114 Clichy-Cédex

* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.